

Le pouvoir aux travailleurs

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

4 Février 2023

N° 291

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr



Éditorial

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME ENTRAINE L'HUMANITÉ ENTIÈRE
VERS UNE CATASTROPHE

Page 3-4

ZONE INDUSTRIELLE DE
KOUMASSI :
UN RENVOI RÉVOLTANT !

Page 5

LE CAPITALISME, UN
SYSTÈME FONCIÈREMENT
INJUSTE AUQUEL IL FAUT
METTRE FIN

Page 8

RUSSIE-UKRAINE :
UNE NOUVELLE ÉTAPE
DANS LA GUERRE

Page 14

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME ENTRAINE L'HUMANITÉ ENTIÈRE VERS UNE CATASTROPHE	3 - 4
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- SE PRÉPARER À LA LUTTE POUR IMPOSER DE MEILLEURS SALAIRES.....	5
- ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI : UN RENVOI RÉVOLTANT !.....	5 - 6
- ADJAWI : DÉMOLITION SCANDALEUSE DES HABITATIONS DES PAUVRES !	6 - 7
<u>LEUR SOCIÉTÉ :</u>	
- LE CAPITALISME, UN SYSTÈME FONCIÈREMENT INJUSTE AUQUEL IL FAUT METTRE FIN.....	8
- ET POURTANT, CE NE SONT PAS DES CLOWNS !.....	8 - 9
- PAROLES D'UN SERVITEUR DES RICHES.....	9
- SANTÉ : MÉTHODE KANGOUROU POUR COUVRIR L'INCURIE DE L'ÉTAT !	10
- LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LE CINÉMA CONTINUE !.....	10 - 11
- LA VRAIE « LÈPRE », C'EST LE CAPITALISME !.....	11
- UNE NOUVELLE AUGMENTATION DU PRIX DE LA FARINE EST ANNONCÉE	11
- AUGMENTATION DU PRIX DU CARBURANT : LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE NOUS FAIRE LES POCHEs.....	11 - 12
- TRANSPORT LAGUNAIRE : L'INCURIE DE L'ÉTAT MET LA VIE DES USAGERS EN DANGER.....	12
- SUICIDES DANS LES UNIVERSITÉS : CE NE SONT PAS LES PRIÈRES QUI Y METTRONT FIN.....	12 - 13
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- RUSSIE-UKRAINE : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA GUERRE.....	14

LA CRISE MONDIALE DU CAPITALISME ENTRAINE L'HUMANITÉ ENTIÈRE VERS UNE CATASTROPHE
--

Les bruits de bottes se font de plus en plus forts avec la guerre en Ukraine qui risque à tout moment de se transformer en déflagration mondiale. Il y a d'un côté, les grandes puissances capitalistes derrière les États Unis et de l'autre, la Russie de Poutine et des oligarques. La menace de guerre s'ajoute à la crise économique mondiale qui aiguise d'autant plus les conflits aux quatre coins du monde et aggrave les conséquences désastreuses du système capitaliste.

Partout, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, les conditions d'existence des travailleurs sont aggravées. Pour permettre aux capitalistes de continuer à s'enrichir malgré la crise de leur système économique, les dirigeants des États capitalistes prennent de plus en plus de la poche des travailleurs et des classes pauvres pour remplir celles des riches. Ils bloquent les salaires alors que l'inflation fait monter les prix des denrées et de tout ce qui est nécessaire pour vivre quotidiennement. Ils licencient tout en augmentant la charge de travail de ceux qui continuent de travailler. Les heures supplémentaires explosent alors que les chômeurs font la queue pour avoir du boulot. Comment s'étonner alors que le nombre d'accidents de travail ou des maladies dues à la surcharge de travail augmentent ?

En France, alors qu'un grand nombre de travailleurs meurent avant d'arriver à l'âge de la retraite ou dans les premières années après la retraite, Macron, veut faire reculer encore plus l'âge de la retraite sous prétexte qu'il manquerait de l'argent dans les caisses de retraite. Mais pendant ce temps il continue de faire des cadeaux par milliards aux grands capitalistes dont les profits battent déjà des records ! Il a augmenté le budget militaire qui est déjà faramineux (413 milliards d'euros, soit 100 milliards de plus sur 7 ans) alors que dans les hôpitaux publics qui manquent du personnel soignant et des lits d'hospitalisation, l'État restreint le budget. Il y a de quoi être écoeuré ! On vide les poches des travailleurs, on laisse les hôpitaux publics dans un piteux état et on prépare les esprits pour conduire les gens tout droit vers la guerre !

Plus de deux millions de personnes ont manifestés dans les rues un peu partout en France en janvier. Des travailleurs du secteur public et du privé ont participé à des grèves ; d'autres grèves sont prévues. Des jeunes, des retraités, des chômeurs ont aussi manifesté car derrière le refus de la réforme de la retraite, il y a beaucoup d'autres motifs de colère qui s'exprime. La lutte doit continuer pour combattre les attaques du gouvernement et du patronat contre le monde du travail.

En Grande Bretagne, un mouvement de grève dans le public et le privé se développe depuis plusieurs mois face au blocage des salaires et aux autres attaques des capitalistes et du gouvernement. Le 1^{er} février, 500 000 travailleurs

étaient appelés à faire la grève et à manifester dans la rue. Le mécontentement continue car le gouvernement du Premier ministre Rishi Sunak continue de faire la sourde oreille aux revendications sociales des grévistes et des manifestants.

Partout où les travailleurs sont attaqués par les capitalistes et les gouvernements qui servent leurs intérêts, ils essaient de se défendre. Même là où pour le moment il n'y a pas de grève au niveau nationale, il y a quand même des luttes dans les entreprises, parfois dans les ateliers, sur les chantiers, dans les bureaux, les hôpitaux, parmi les enseignants, etc. Ce sont les petits ruisseaux qui deviennent des fleuves. Quand la colère longtemps retenue finit par exploser au grand jour, elle peut surprendre ceux qui sont habitués à voir les travailleurs courber l'échine devant la dictature du patronat.

En Côte d'Ivoire, au mois d'octobre dernier, la zone industrielle de Yopougon a été paralysée suite à une série de grèves. Les travailleurs se sont battus pour obtenir des augmentations de salaire et des primes, ils ont exigé des embauches à la place du travail journalier, etc. Le gouvernement a envoyé la police pour les réprimer et pour protéger l'ensemble du patronat qui a eu peur de la contagion grévistes. La répression policière et la trahison des appareils syndicaux ont fini par casser le mouvement gréviste. Le travail a repris mais le combat contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et la violence patronale ne s'arrêtera pas pour autant. Un certain nombre de travailleurs qui ont milité et participé activement pour l'extension de la grève, ont pris conscience de la force que représente la classe ouvrière quand elle se met en branle.

D'autres luttes éclateront forcément et ce sont les exploiters eux-mêmes qui vont les générer car eux ils continuent la guerre de classes contre les travailleurs. Mais la férocité de l'exploitation qu'ils font subir aux travailleurs finira par se retourner contre eux et ils l'auront bien mérité !

L'annonce faite par Ouattara de faire passer le smig de 60 000 F à 75 000 est le signe de cette crainte. Mais cette somme est dérisoire. Même ceux qui touchent déjà bien plus que 75 000 F par mois ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Rappelons que les grévistes de Yopougon en octobre dernier réclamaient 300 000 F de revenus mensuel. Ce n'est donc pas avec ces 75 000 F que Ouattara parviendra à éteindre le feu quant il éclatera de nouveau !

Les travailleurs de Côte d'Ivoire comme ceux des autres pays du monde entier n'ont pas d'autre choix que de préparer les futures luttes pour ne pas être les éternels sacrifiés du système capitaliste qui mène le monde vers la barbarie.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SE PRÉPARER À LA LUTTE POUR IMPOSER DE MEILLEURS SALAIRES

À Nutri, une entreprise alimentaire basée à la zone industrielle de Yopougon, la paye vient de tomber mais les travailleurs se sont vite aperçus que leur salaire n'a pas bougé d'un iota. Et pourtant le gouvernement avait annoncé l'entrée en vigueur de l'augmentation du Smig à hauteur de 15 000 F au 1^{er} Janvier. Lorsque les représentants des travailleurs se sont rendus à la direction, celle-ci a répondu qu'elle a jusqu'à trois mois pour s'exécuter. Les journaliers ont eux aussi commencé à percevoir leur salaire sans qu'il n'y ait le moindre sou ajouté. Mais avec cette histoire des trois mois, cela n'augure rien de bon pour ces derniers puisque la durée de leur contrat est de trois mois. Donc ils risquent de finir leur contrat sans toucher le moindre sou de l'augmentation annoncé par le gouvernement.

À SIDIS (industrie plastique) le patron se targue d'avoir accordé

l'augmentation, sauf que la paye est passée de 3 000 à 4 000 F, ce qui n'est rien d'autre qu'un rattrapage du Smig ancien !

Dans certaines entreprises, la direction a annoncé la couleur en déclarant que ceux qui ont un salaire déjà supérieur à 75 000 F ne sont pas concernés par l'augmentation. Nous sommes avertis, ces rapaces préfèrent nous voir crever dans la misère plutôt que d'augmenter nos salaires. Que l'on se souvienne un peu du passage du Smig de 36 000 F à 60 000 F. Il a fallu des grèves un peu partout dans différentes usines pour l'obtenir.

Une chose est claire aujourd'hui, face aux prix élevés des produits de première nécessité, il faut aux travailleurs une augmentation conséquente des salaires. Mais pour l'obtenir, la classe ouvrière doit préparer les luttes.

ZONE INDUSTRIELLE DE KOUMASSI : UN RENVOI RÉVOLTANT !

Ceci est un témoignage d'un travailleur sur les conditions de travail dans son entreprise :

« Le renvoi d'un collègue de travail m'a révolté. C'était un ancien. Il travaillait dans une usine de fabrique de chaussures en plastique dans la zone industrielle de Koumassi.

Comme beaucoup d'usines dans cette zone, aucune enseigne ne mentionne son existence, à part de hauts murs. On peut tout juste lire sous les semelles des sandalettes que nous fabriquons, un tampon « *Mys.Plast* ». Nous sommes environ 600 travailleurs dans cette usine. Le salaire, 3.800 Fr, est payé au jour le jour et en espèce à la fin du service, comme à des travailleurs de passage.

L'usine tourne 24h/24, avec trois équipes : à 6h30, 13h30 et 21h30. Les

embauches s'effectuent au jour le jour, à la prise de service. Il arrive souvent que l'employé chargé de l'embauche exige 1000 Fr chaque jour au travailleur avant de le sélectionner, surtout aux tout nouveaux.

Les travailleurs n'ont généralement aucune garantie, ni du service qu'ils effectueront, ni même s'ils seront pris. Mais quand il n'y a pas assez d'ouvriers présents à la prise du service, les petits chefs exigent de l'équipe de descente qu'elle fournisse le nombre de bras manquants pour compléter l'équipe montante. Dans ces cas, certains sont obligés de se sacrifier et effectuer à la filante un nouveau cycle de 8 heures de travail, sous la menace de ne pas être repris la prochaine fois.

Ce collègue renvoyé se trouvait à la « *section semelle* ». Elles sont en

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

plastiques et sortent brûlantes des moules. On doit les manipuler pour en retirer aussitôt la « carotte » (l'excès de matière) et refermer le moule. Les risques d'accidents sont nombreux. Le danger est encore plus grand pour ceux qui sont à leur deuxième, voire troisième service sans discontinuité.

À cela s'ajoute des conditions de travail particulièrement pénibles. On y respire de la vapeur toxique qui émane du plastique en fusion et aussi de la colle, pour ceux qui travaillent à la section colle. Il n'existe pas d'aération adéquate. L'air y est tellement pollué que les nouveaux ouvriers, par manque d'habitude, sortent en titubant à la fin de service. Il y fait aussi tellement chaud que beaucoup travaillent torse nu. D'ailleurs, aucune tenue de travail ni un équipement de sécurité n'est fourni. Même pas des gants, alors que les risques de brûlure et de blessure sont quotidiens ! Chacun se débrouille avec ses moyens. Si par malheur un ouvrier est en arrêt pour cause d'accident de travail, il ne percevra aucun salaire pour ses jours d'arrêt. C'était le cas d'un ouvrier blessé récemment. Ses plaintes n'y ont rien changé !

Dans cette « section semelle » il y a trois types de machines. Certaines où on travaille par groupe de trois ; d'autres, par groupe de quatre ; et pour la dernière, il y a sept ouvriers sur la machine. Il s'agit d'un travail à la chaîne. Le rendement imposé est tel qu'il est difficile de tenir durant huit heures. Voilà pourquoi l'organisation est faite de telle sorte que chacun a droit à un temps de repos à tour de rôle durant son service.

Notre collègue finissait justement son cycle et devait aller se reposer quand le petit chef lui a demandé de changer de machine. Celui-ci a naturellement refusé, lui expliquant que c'était son tour de repos. Ce refus n'était pas du goût du petit chef qui l'a aussitôt mis dehors, sans même lui payer sa journée de travail !

Depuis lors, de nouvelles machines ont été installées. Sauf que maintenant les effectifs ne sont pas toujours au complet ; il manque l'élément supplémentaire permettant à l'équipe de souffler à tour de rôle. Cela, sous prétexte qu'ils n'ont pas trouvé assez d'ouvrier à l'embauche devant l'usine ».

Ce sont là des conditions de travail courantes dans les usines, aussi bien à Koumassi, qu'à Yopougon. Les patrons, leur encadrement, jusqu'aux petits chefs se comportent souvent comme des bandits. Ils usent de toutes sortes de menaces pour imposer leur dictature et une exploitation féroce. Les travailleurs, n'ont pas d'autres choix que de leur opposer aussi leur propre organisation pour se défendre collectivement. Plus leur organisation sera conséquente et structurée, moins les patrons arriveront à imposer une exploitation selon leur volonté.

Ainsi, par exemple, dans cette entreprise, même l'augmentation de 15.000 Fr annoncée par le gouvernement et payable pourtant à compter du 1^{er} janvier n'est toujours pas effective. Ça murmure parmi les travailleurs et le mécontentement ambiant augmente. La colère finira par exploser.

ADJAWI : DÉMOLITION SCANDALEUSE DES HABITATIONS DES PAUVRES !

Le 27 janvier 2023, au grand dam des habitants, un bourgeois accompagné par la police et des machines Caterpillar ont commencé à démolir les maisons au

bord de la lagune. Cela continue jusqu'à ce jour.

Une partie du groupe scolaire Azia a été rasée, créant une surcharge d'élève

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

dans le reste du bâtiment. Actuellement beaucoup de familles dorment encore dans les débris des maisons. Le déguerpissement a commencé pendant que les locataires étaient au travail. C'est par exemple le cas d'une élève de 3^{ème} et de sa petite sœur en classe de CPE 2 vivant seules dans une « *entrée-couchée* ». De retour de l'école, elles se sont retrouvées sans habitation. On voit à quel point l'État et les bourgeois se moquent de la vie des pauvres.

Il paraît que l'État a cédé cette partie du village à un bourgeois. Il est donc autorisé à « *déguerpir* » les pauvres gens pour la construction d'une aire de loisir ou on ne sait trop quoi.

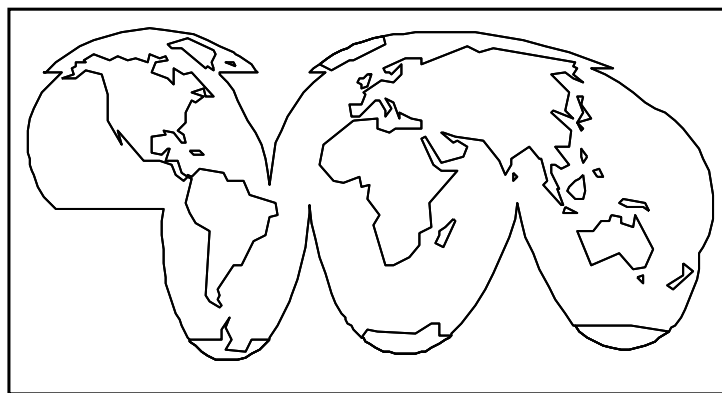
Adjawi est un quartier de la commune de Port-Bouët et fait limite avec la commune de Koumassi par la lagune Ebrié. Il est aussi proche du 43^{ème} BIMA et de l'aéroport. C'est un quartier peuplé de gens pauvres dont la majorité est constituée d'ouvriers des zones

industrielles de Koumassi, de Vridi, du port d'Abidjan. Il y a aussi des ouvriers du bâtiment, ainsi que ceux des petits métiers.

Depuis plus de cinq ans, les exploitants de sable ont trouvé leur richesse en pompant le sable dans cette partie de la lagune. Aujourd'hui, c'est toute la bordure du quartier que la bourgeoisie veut exploiter. Le fait que cette bordure est visible depuis le Carrefour Akwaba gêne la bourgeoisie et l'État. Ils veulent donc cacher la misère que leur système capitaliste a engendrée. Les pauvres sont chassés de ces endroits sans avertissement, sans moyen de relogement, ni dédommagement.

Dans cette société où les riches peuvent s'enrichir sous la protection de l'État, les gens souffrent de la misère ou ne trouvent pas de logement, ni de travail. Mais c'est bien là le dernier des soucis des autorités et des capitalistes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME FONCIÈREMENT INJUSTE AUQUEL IL FAUT METTRE FIN

Dans un rapport récent de l'ONG OXFAM, au niveau mondial, les milliardaires se sont enrichis de 2 600 milliards de dollars depuis la pandémie. Depuis 2020, les 1% les plus riches ont capté 63% des richesses produites. Les 99 % de l'humanité doivent se contenter du reste. Dans le même temps, la Banque Mondiale indique que les inégalités mondiales et la pauvreté connaissent leur plus forte augmentation depuis la Seconde Guerre mondiale. D'après son étude parue fin 2022, 70 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté en 2020 en plus, soit la plus forte augmentation en un an depuis 1990 et le début du suivi des chiffres de la pauvreté dans le monde.

Partout ce sont les travailleurs qui produisent les richesses. Même pour produire une simple barre de chocolat, il faut la collaboration de plusieurs milliers de travailleurs à commencer par ceux des plantations, au Ghana ou en Côte d'Ivoire en passant par les usines de prétraitement quelque fois situés dans

ces pays. La production est ensuite exportée vers l'Europe ou l'Amérique pour la fabrication du produit fini par d'autres mains, etc.

C'est le même processus pour l'ensemble des productions, mais les profits faramineux générés par tout ce travail sont captés par une poignée de grands bourgeois.

Ainsi le capitalisme génère sans arrêt les inégalités et cette tendance s'aggrave dans les périodes de crise comme celle que nous traversons en ce moment. On ne peut pas réformer le capitalisme car les désastres sociaux planétaires qu'il engendre sont intimement liés à sa nature profonde. On ne peut que le renverser si on veut mettre fin à ses dégâts.

Les travailleurs représentent une force colossale. S'ils prennent conscience de cette force et s'ils trouvent les chemins de s'unir à travers les frontières, ils peuvent avoir la capacité de diriger toute la société et de la gérer en fonction des besoins de tous les êtres humains.

ET POURTANT, CE NE SONT PAS DES CLOWNS !

À l'approche des élections, municipales et régionales cette année, sénatoriale en 2024 et présidentielles en 2025, ça grouille dans les états-majors politiques. Le principal souci de tous ces gens, c'est de trouver la bonne chaussure à leurs pieds, ne pas être en reste lors de la distribution générale des places pour la mangeoire.

Tels des rats, certains passent d'une soupière à une autre et font des va-et-vient. Depuis ces trente dernières années, il y en a qui sont sortis du rang pour « balayer » ; d'autres, ont mangé « maïs ». Tous ces dirigeants politiques de la bourgeoisie se comportent comme

des chiens depuis des années. Ils ont propagé la haine ethnique et la xénophobie, armé des supplétifs qui ont commis de nombreux massacres de civils. C'est ainsi que, finalement, l'une des équipes a été installées au pouvoir par l'armée française. L'impérialisme français ayant entre-temps changé de cheval, préférant cette fois-ci le plus docile.

Parmi ces dirigeants, il y en a qui ont passé un temps en prison ; d'autres sont encore en fuite, ne sachant encore où poser leurs bagages. Entretemps, beaucoup de civils sont morts, souvent, pour rien. Certains, pour les avoir suivi,

L E U R S O C I E T E

sans comprendre qu'il s'agissait tout juste de « *mangement* » pour leurs commanditaires. Ils ont cru aux propos démagogiques, voire criminels, quand ceux-là leur parlaient de « *défense de la patrie* », « *défense de la nation* », « *Burkinabé dehors!* », « *Ado solution* », « *Articles 125* », etc. Ils ignoraient que tout cela n'était que farce pour les duper !

Les voilà aujourd'hui, ces mêmes hommes politiques et leurs semblables, à la veille de nouvelles élections. On assiste à des compositions et recompositions. : Albert Mabri Toikeusse, a fini avec les « *balayeurs* ». Affi N'Guessan ne sait plus où se mettre : ravalier sa salive pour se mettre avec Ouattara ... le temps, peut-être, de rebondir plus tard dans les bras d'un Gbagbo ou d'un Bédié ? En attendant, Gbagbo s'est mis avec Bédié, lui, l'ancien allié de Ouattara. Quant à Blé Goudé, il est de retour et cherche aussi une place.

Ouattara lui fera peut-être un cadeau en le gracieant de sa condamnation par le tribunal d'Abidjan. On est dans une république bananière ou on ne l'est pas ! Blé Goudé choisira-t-il pour autant le camp Ouattara ? Comme pour Simone Gbagbo, ça se saura bientôt.

Tout ce beau monde de politiciens professionnels, chacun avec son baratin, fait partie du même camp des exploiters. Voilà pourquoi ils passent d'un parti à un autre. Leur positionnement n'est qu'une question d'opportunité.

Ce que les travailleurs doivent retenir, c'est que dans ce monde, il y a deux camps aux intérêts diamétralement opposés : celui des riches, des exploiters, d'un côté et le camp des travailleurs, des exploités, de l'autre. Aux travailleurs de trouver le chemin de leur union nécessaire dans leur combat pour leur émancipation et de se méfier comme de la peste de tous ces bonimenteurs.

PAROLES D'UN SERVITEUR DES RICHES

Le 26 janvier dernier, lors d'un déjeuner de presse, le ministre de la Construction et de l'Urbanisme a annoncé que « *tous les quartiers précaires devraient disparaître à terme de la ville d'Abidjan* ». Le gouvernement affiche là son objectif et il est très clair, il compte virer tous les pauvres de la ville d'Abidjan.

Mais il n'a pas eu besoin de le dire pour le faire. Depuis des années, les quartiers pauvres sont pris pour cibles par le gouvernement et démolis. Les habitants sont jetés à la rue manu militari, souvent sous la pluie battante. De plus en plus de travailleurs ainsi déguerpis de leurs quartiers se retrouvent dans d'autres quartiers pauvres à la périphérie de la ville.

Si le gouvernement était un peu soucieux du sort des pauvres, il aurait pu construire des logements sociaux

décents afin de reloger les habitants de ces quartiers précaires avant leur démolition. Mais il n'en est rien. On se souvient que le gouvernement avait lancé un programme de logements soi-disant sociaux. Il y a eu beaucoup de propagandes, les souscripteurs se sont bousculés et au total la montagne a accouché d'une souris. Le gouvernement s'est montré incapable de mettre sur pied son programme de logements sociaux, mais il est très « *efficace* » lorsqu'il s'agit de jeter les pauvres dans la rue.

De la bouche du gouvernement, il y a 132 quartiers précaires qui abritent 1,2 million d'habitants. C'est pourquoi, parler de faire disparaître les quartiers précaires sans pour autant reloger les habitants dans des logements décents, relève du cynisme et de la violence contre les populations pauvres.

L E U R S O C I E T E

SANTÉ : MÉTHODE KANGOUROU POUR COUVRIR L'INCURIE DE L'ÉTAT !

Lors de sa visite, le 24 janvier, au service pédiatrie du CHU de Treichville, le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture Maladie Universelle a décidé de faire la promotion de la « *méthode Kangourou* ». Elle consiste, pour les parents, à attacher leur bébé prématuré peau contre peau et 24 heures sur 24 afin de maintenir une température constante du prématuré.

Cette méthode a vu le jour en 1978 en Colombie pour faire face aux pouponnières surpeuplées, au manque de couveuses, ce qui entraînait infections et mortalité élevée chez les bébés prématurés. Elle a permis de diminuer le nombre d'hospitalisations et de pallier l'insuffisance de moyens des hôpitaux publics. Toutefois, elle ne convient pas pour tous les prématurés et nécessite un suivi particulier et une formation adéquate pour les parents et le personnel de santé. Ce qui n'est pas toujours le cas !

Selon les statistiques du CHU de Treichville, sur 571 bébés prématurés, 566 ont survécu grâce à cette méthode. Le ministre veut donc augmenter la capacité du centre.

Il y a une proportion élevée de décès en Côte d'Ivoire chez les

prématurés car l'accès aux couveuses dans les hôpitaux publics est un vrai parcours de combattant. Par manque de place, des professionnels véreux les vendent au plus offrant. Souvent des bébés se retrouvent à deux dans une même couveuse en dépit des risques encourus. On ne parle même pas de la vétusté de certains équipements dans les hôpitaux publics. Matériel vieillissant, inadapté ! Donc des investissements dans le matériel est plus que nécessaire pour soulager parents, enfants et personnel de santé.

En clinique, chaque jour dans une couveuse coûte entre 80 000 F et 100 000 FCFA, ce qui est hors de portée de la majorité des parents. De plus, la méthode Kangourou demande du temps aux parents et doit être plus un choix qu'une contrainte.

Or, dans nos hôpitaux sous équipés, que ce soit en personnel ou en équipements, une telle méthode risque de devenir la norme au lieu d'être l'exception. Ce sera une fuite en avant de nos dirigeants incapables de faire les investissements qui s'imposent car la santé des pauvres n'est pas leur priorité !

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LE CINÉMA CONTINUE !

Le ministre en chef payé pour faire ce cinéma, Epihane Zoro, a fait le bilan de son travail pour l'année 2022. Le système qu'il a mis en place, pour soi-disant lutter contre la corruption, lui aurait permis de trouver « *519 dossiers douteux* », avec un préjudice d'environ 53 milliards pour l'État. Par contre, il n'a pas expliqué s'il l'argent ainsi détourné a été récupéré. Mais on ne peut pas non plus trop lui demander. Comme on le dit chez nous : « *quand on t'envoie quelque part, il faut savoir t'envoyer* ». Il sait que s'il

touche là où il ne faut pas, il risque de mal finir. Alors, il a jugé préférable de se contenter d'attaquer tel médecin ou tel infirmier, c'est-à-dire quelques petits lampistes dans les services publics, pour ne pas toucher à plus fort. Ainsi, il ne fait pas trop de vagues tout en brassant de l'air dans les médias.

53 milliards d'argent détourné à côté des 10.000 milliards de budget de l'Etat pour l'année 2022, le préjudice serait ainsi d'environ 0,5%. Ouattara n'en demande peut-être pas plus : tout juste

L E U R S O C I E T E

de quoi permettre à la Côte d'Ivoire de se donner une bonne image à l'extérieur et améliorer ainsi son « *indice de lutte contre la corruption* ».

Ainsi tout ce beau monde là-haut et les capitalistes dont ils servent les intérêts peuvent continuer à s'en mettre plein les poches ... et les travailleurs doivent selon eux continuer à ramer !

LA VRAIE « LÈPRE », C'EST LE CAPITALISME !

Tous les ans, il y a une « *journée mondiale* » consacrée à la lèpre, une maladie contagieuse d'un autre temps. Des hommes et des femmes souffrent et vivent comme des parias, faute de soins. Cela est d'autant plus révoltant qu'on peut en guérir facilement avec un traitement d'antibiotique suivi. L'humanité a les moyens d'éradiquer cette maladie définitivement de la surface de la terre comme tant d'autres maladies, mais c'est la domination du système capitaliste qui

ne permet pas de réaliser cette tâche.

C'est le capitalisme qu'il faudrait que les travailleurs du monde entier, unis dans la lutte, éradiquent de la surface de la terre pour permettre enfin à l'humanité de respirer et vivre !

Sinon nous continueront de voir des gens comme ce « *ministre de la Santé* » et sa suite parader dans les grands hôtels quelque part dans le monde pour blablater sur tel ou tel fléau.

UNE NOUVELLE AUGMENTATION DU PRIX DE LA FARINE EST ANNONCÉE

Le sac de farine de blé de 50 kg qui était dans les années 2 000 à 11 500 FCFA a connu maintes augmentations et est passé en 2022 à 22 500 FCFA depuis le début de la crise russo-ukrainienne. La direction des GMA a décidé d'une nouvelle augmentation à compter du 1^{er} février 2023. Le prix du même sac avoisine aujourd'hui les 27 000 FCFA

sur l'importation du blé ainsi que d'autres formes de subvention destinées aux grands capitalistes de cette filière du blé. Cela a permis à certains d'entre eux d'engranger des milliards. Mais apparemment ce n'est pas encore suffisant.

Fin mars 2022, l'État avait pris des mesures pour soi-disant « *assurer l'approvisionnement régulier du marché ivoirien afin de préserver l'outil de production et le pouvoir d'achat des consommateurs* ». Parmi ces mesures il y avait l'exonération des droits de douane

Cette nouvelle hausse des tarifs du GMA, à coup sûr, aura une incidence sur le prix de la baguette. Elle va voir son poids baisser de nouveau et ce sont les populations pauvres qui vont en faire les frais. Pour satisfaire les gros bonnets de la filière blé, elles vont devoir se serrer encore plus la ceinture.

AUGMENTATION DU PRIX DU CARBURANT : LE GOUVERNEMENT CONTINUE DE NOUS FAIRE LES POCHEs

Depuis le 1^{er} février 2023, l'essence (super sans plomb) a connu une nouvelle augmentation de 40 F sur le litre, passant ainsi de 775 F à 815 F. En l'espace d'une année, le super est passé de 615 F à 815 F, soit une augmentation de 200 F. Quant au gasoil, il est passé de

615 F à 655 F, soit une augmentation de 40 F.

Le gouvernement prend pour prétexte la crise ukrainienne et l'augmentation du prix du baril de pétrole brut qui en a suivi. Aujourd'hui, bien que ce prix se soit stabilisé et connaisse même une tendance à la baisse,

L E U R S O C I E T E

le gouvernement continue d'augmenter les prix du carburant à la pompe. Cela a entraîné l'augmentation des tarifs du transport interurbain, particulièrement à Abidjan. Ce qui pèse sur le pouvoir d'achat des populations. Mais cela ne va pas gêner des pontes du gouvernement de passer sur des chaînes de télé pour se

vanter de leur prétendue lutte contre la vie chère.

Il en sera ainsi, à moins que les populations pauvres en générale, et les travailleurs en particulier, fassent craindre au gouvernement de perdre plus qu'il ne gagne en permettant des augmentations à tout vent.

TRANSPORT LAGUNAIRE : L'INCURIE DE L'ÉTAT MET LA VIE DES USAGERS EN DANGER

Tôt dans la matinée du vendredi 27 janvier 2023, une pinasse reliant Abobo-Doumé à la commune du Plateau, a coulé. Il y avait à son bord plus de 100 passagers. Les pinasses, ce sont des embarcations de fortune qui suppléent à l'insuffisance des moyens et de l'offre du transport lagunaire à Abidjan. Si un drame a été évité de justesse, c'est parce que l'incident s'est produit à proximité de la gare de deux autres compagnies de transport lagunaire. Les engins de ces dernières sont intervenus promptement avant que la pinasse ne coule totalement.

Cela devrait alerter les autorités

pour mettre aux normes de sécurité les engins flottant sur la lagune et qui sont utilisés chaque jour par des centaines de milliers de personnes. Mais il n'en sera rien. C'est comme pour tous les autres moyens de transport public, l'État ne veut pas s'y investir. Si tous les tacots et les cercueils roulant, comme on les désigne souvent, sont mis en fourrière, l'État ne serait pas en mesure de combler le déficit que cela engendrerait. Il faudrait pour cela beaucoup d'investissement que nos gouvernants n'ont pas envie de faire, surtout qu'il s'agit du transport des masses pauvres.

SUICIDES DANS LES UNIVERSITÉS : CE NE SONT PAS LES PRIÈRES QUI Y METTRONT FIN

Au mois de janvier 2023 plusieurs cas de suicides ont été enregistrés dans le pays dont deux à l'université Félix Houphouët Boigny. Un étudiant a été retrouvé mort dans la piscine, un autre s'est pendu. Suite à cela la FESCI a organisé une journée d'hommage, aux étudiants disparus, couplée d'une séance de prière. À cet effet, des pasteurs, des prêtres et des imams ont été sollicités. De l'huile "*anti-mort prématurée*" a été distribuée.

Une semaine après, à l'intérieur du pays, une éducatrice s'est pendue et un élève s'est jeté à l'eau depuis un bateau-bus avant d'être sauvé de force. Un autre étudiant de l'université Alassane Ouattara de Bouaké a voulu se donner la mort

mais il a très vite été rattrapé par ses camarades.

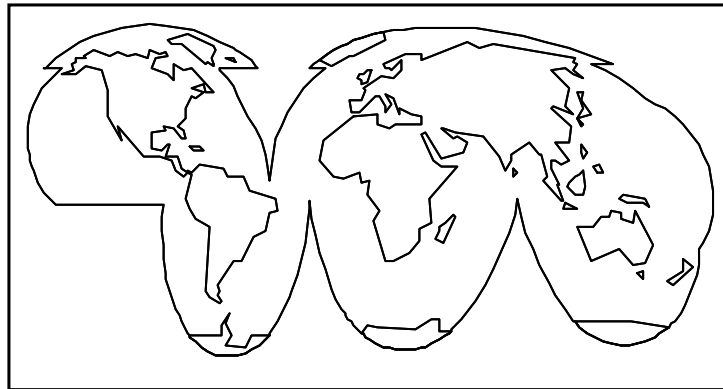
Pourquoi des jeunes se suicident-ils et comment stopper cela ? Les réponses sont peut-être à chercher dans les conditions de vie, d'étude ou de travail des jeunes. Quand on est issu d'une famille modeste, comme c'est le cas de la grande majorité d'entre eux, les conditions d'études sont infernales. De plus, l'avenir est bouché pour la plupart d'entre eux car la société capitaliste n'offre aucune perspective radieuse à ceux qui sont nés pauvres. Le désespoir peut pousser certains d'entre eux à mettre fin à leur vie plutôt que d'affronter les difficultés qui les attendent.

Les moyens mis par l'État pour assurer une bonne condition d'études

L E U R S O C I E T E

dans les écoles et universités publiques sont insuffisants. Il en va de même des établissements publics de santé. Les dirigeants de l'État et les riches se moquent de la dégradation des conditions scolaires des pauvres car eux ont les moyens d'envoyer leurs enfants dans les meilleures écoles pour riches à l'étranger.

Dans ces conditions, les dirigeants au pouvoir préfèrent encourager les prières et les incantations qui ne coûtent pas grand-chose, plutôt que de mettre les moyens financiers et humains de l'État pour améliorer les conditions d'études de la jeunesse issue de familles modestes.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

Nous reproduisons ci-dessous un article du journal *Lutte Ouvrière* paru le 03 février 2023

Les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine ont franchi un nouveau cap. Elles concernaient jusqu'alors surtout des munitions, des canons et des blindés légers, présentés comme des équipements défensifs.

Fin janvier, plusieurs grandes puissances ont annoncé qu'elles vont livrer à l'armée ukrainienne des chars lourds pouvant servir à des offensives.

Après avoir tergiversé, et négocié en coulisses une position plus ou moins commune qui masque mal des intérêts industriels et stratégiques divergents, les principaux États impérialistes ont franchi ce pas. Les États-Unis ont promis de livrer 31 de leurs chars Abrams, l'Allemagne, en liaison avec la Pologne, y va de quatorze chars Leopard 2 et d'autres États qui disposent de chars Leopard parlent d'en fournir aussi. Quant au Royaume-Uni, il avait pris les devants en annonçant l'envoi de quatorze Challenger 2. Absents de la liste, les chars Leclerc semblent pâtir de ce que la France n'a pas trouvé autant de clients que ses rivaux auprès des armées européennes et du fait que les stocks sont faibles, même en France.

Les tractations autour des chars lourds réclamés par Zelensky ont fait la une des médias durant des semaines. Pour l'heure, leur résultat relève surtout d'un effet d'annonce, Washington signalant qu'il ne pourra rien livrer avant 2024. Berlin, lui, dit que six mois au moins sont nécessaires pour préparer les tanks promis et former des équipages, et le son de cloche est le même du côté de Londres.

Quant à ceux qui se présentent comme des experts en questions stratégiques, ils précisent que, sur le terrain, des chars lourds ne peuvent faire la différence que s'ils disposent d'une couverture aérienne suffisante, ce qui est loin d'être le cas de l'Ukraine.

Zelensky demande donc dans la foulée que l'OTAN lui fournisse des avions de chasse, à quoi Biden rétorque, tout comme le chancelier Scholz, qu'il n'en est pas question. Macron, lui, voit là un créneau, et

déclare « *ne rien exclure* ». Peut-être rêve-t-il de damner le pion à la concurrence en casant quelques Rafale en Ukraine ?

Sous différentes formes, et même si c'est à plus longue échéance que ne le laissent penser les communiqués officiels, les armements déployés en Ukraine vont donc croître en volume et en puissance destructrice. Cela s'inscrit dans un conflit parti pour durer, en tout cas les grandes puissances s'y emploient, et cela coûtera de plus en plus cher aux populations.

En Ukraine d'abord, les civils sont les principales victimes de la guerre entre l'OTAN et la Russie.

En Russie, Poutine exige aussi de sa population qu'elle se serre toujours plus la ceinture et lui fournisse de la chair à canon. En fait, les populations de toutes les parties prenantes sont concernées. Car leurs dirigeants vont vouloir imposer toujours plus de sacrifices à leurs classes laborieuses du fait de ce conflit, même lorsqu'ils prétendent ne pas vouloir faire la guerre à la Russie, comme l'ont encore dit Macron et Scholz. Qu'ils soient livrés à l'Ukraine ou qu'ils aillent gonfler l'arsenal militaire du pays producteur, chaque Leopard 2 allemand coûte environ 5 millions d'euros ; un canon français Caesar à peu près autant ; les missiles américains Patriot coûtent 3 à 4 millions d'euros l'unité... Au total, il y en a pour des centaines de milliards de dollars ou d'euros que les États soustrairont au budget des dépenses utiles à la population. De plus cette guerre leur sert déjà de prétexte à militariser les consciences et à préparer les peuples à marcher au pas.

Dans la guerre en Ukraine, jusqu'où les uns et les autres comptent-ils aller demain ? Les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et leurs alliés disent tous vouloir éviter l'escalade. Mais cette guerre leur permet de faire exploser leurs budgets militaires. Les fournitures d'armements contre la Russie franchissent ainsi de nouveaux paliers, tendant encore plus la situation en direction d'une guerre généralisée.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.